



Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

POUR UN MILIEU D'APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE

École Saint-Sacrement

Année scolaire 2026-2027

Table des matières

Introduction.....	1
Définitions	2
Information générale	3
Éléments du plan de lutte (LIP, art. 75.1)	6
1. Analyse de la situation	6
2. Mesures de prévention	9
3. Collaboration avec les parents.....	15
4. Modalités pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte	17
5. Actions à entreprendre à la suite d'un acte d'intimidation ou de violence.....	19
6. Confidentialité.....	22
7. Mesures de soutien ou d'encadrement	24
8. Sanctions disciplinaires	26
9. Suivi des signalements et des plaintes	28
Autres actions spécifiques aux violences à caractère sexuel.....	29
Ressources.....	31
Autre information importante	33

Introduction

Pour préciser les devoirs et les responsabilités des établissements d'enseignement et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, la *Loi sur l'instruction publique* (RLRQ, chapitre I-13.3, ci-après « LIP ») demande à chaque établissement d'enseignement d'élaborer un **plan de lutte** dont l'objectif est de **prévenir** et de **contrer** toute forme d'intimidation et de violence et, plus précisément, de faire de l'établissement d'enseignement un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui le fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence. De plus, l'adoption de la *Loi sur le protecteur national de l'élève* (L.Q. 2022, chapitre 17, ci-après « LPNE ») a entraîné d'autres modifications à la LIP.

Ainsi, la LIP prévoit notamment ce qui suit :

- Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence a principalement pour objet de prévenir et de contrer toute forme d'intimidation et de violence à l'endroit d'un élève, d'un enseignant et de tout autre membre du personnel de l'école (LIP, art. 75.1);
- La direction de l'établissement d'enseignement voit à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence qu'il reçoit ou que le protecteur régional de l'élève lui transmet (LIP, art. 96.12). La direction de l'établissement d'enseignement assiste le conseil d'établissement dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs et, à cette fin, il coordonne l'élaboration, la révision et, le cas échéant, l'actualisation du plan de lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 96.13). La direction de l'établissement d'enseignement voit à ce que tous les membres du personnel de l'établissement soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l'établissement, des mesures de prévention établies pour contrer l'intimidation et la violence et de la procédure applicable lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté (LIP, art. 96.21);
- Tout membre du personnel d'un établissement d'enseignement doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'établissement d'enseignement auquel il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.3);
- Un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est distribué aux parents. Le conseil d'établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévue par la *Loi sur le protecteur national de l'élève* (LIP, art. 75.1);
- Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est révisé annuellement et, le cas échéant, il est actualisé. La direction de l'établissement d'enseignement transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'évaluation des résultats de l'établissement d'enseignement au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 83.1).

Définitions

Conflit, violence, intimidation ou violence à caractère sexuel?

Conflit	Désaccord ou confrontation entre des personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes intérêts, les mêmes valeurs. Il se développe à la suite d'un comportement ou d'une parole de l'autre perçue négativement, ou en réaction à une attitude. Les deux personnes peuvent se sentir perdantes lorsqu'il n'est pas résolu.
Violence	Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, art. 13).
Intimidation	Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberespace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser (LIP, art. 13).
Violence à caractère sexuel	La <i>Loi sur l'instruction publique</i> ne définit pas la violence à caractère sexuel. Néanmoins, il est suggéré de se référer à la définition proposée par le PNE dans son <i>Énoncé de position institutionnelle relatif au traitement des dossiers impliquant des actes de violence à caractère sexuel ou des comportements sexualisés</i> (juillet 2025). « Un acte de violence à caractère sexuel se définit comme tout acte impliquant une composante liée à la sexualité, commis avec ou sans contact physique, y compris par un moyen technologique, à l'endroit d'un ou d'une élève, sans son consentement ou en présence d'un rapport de force. Un tel acte est de nature à susciter de l'inquiétude pour la sécurité ou le développement d'une, de plusieurs ou de toutes les personnes impliquées. Cet acte peut notamment prendre la forme de gestes, paroles, attitudes ou comportements, incluant ceux visant les personnes de la diversité sexuelle et/ou de genre. Cette définition s'applique sans distinction pour les élèves auteurs de 12 ans et plus, mais nécessite la qualification des comportements sexualisés rapportés afin de l'appliquer aux enfants à l'éducation préscolaire ou aux élèves de moins de 12 ans. »

Information générale

Caractéristiques de l'établissement d'enseignement

Nom de l'établissement	École Saint-Sacrement
Nom de la direction de l'établissement	Sandra Caya Choquette
Ordre d'enseignement	Préscolaire et primaire
Nombre d'élèves	321
Autres caractéristiques	6 classes d'adaptation scolaire
Valeurs identifiées dans le projet éducatif	Bien-être (bienveillance), engagement et respect
Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte	D'ici juin 2027, augmenter à 85% le nombre d'élèves exprimant se sentir en sécurité dans l'école. D'ici juin 2027, améliorer de 24% le pourcentage d'élèves mentionnant se sentir dans un climat scolaire propice à l'apprentissage.

Information sur le comité

Nom et fonction de la personne chargée de coordonner les travaux du comité	Sandra Caya Choquette, direction et Josée Comtois, direction adjointe.
--	--

Membres du comité

- Sandra Caya Choquette, directrice
- Josée Comtois, directrice adjointe
- Marie-Pier Aubin, psychoéducatrice
- Édith Choinière, technicienne en éducation spécialisée

- Laurie-Anne Fortin, enseignante
- À voir

Mandat(s) du comité

- Poursuivre le plan d'action sur la violence tel qu'exigé par la loi 56 du MEQ.
- Établir et réguler le plan de lutte contre l'intimidation et la violence à l'école.
- Mettre en place et maintenir les moyens pour soutenir le plan de lutte.
- Sensibiliser, prévenir et informer du contenu du plan de lutte tous les acteurs du milieu.
- Faire l'évaluation annuelle et la mise à jour du plan de lutte.

Fréquence des rencontres du comité

- 3 rencontres durant l'année sont prévues à raison d'une par deux mois.
- 2 rencontres plus rapprochées sont planifiées en fin d'année.

Engagements la direction

Envers l'élève victime et ses parents

- Une communication rapide avec les parents.
- Mobilisation du personnel concerné.
- Mise en place de mesures de soutien à l'élève.
- Assurer un suivi à l'élève et aux parents pour rassurer et valider que la situation a pris fin.

Auprès de l'élève auteur et de ses parents

- Une communication rapide avec les parents.
- Prise d'informations et de notes par les membres de l'équipe école concernés pour étoffer le dossier de faits et de données.

- Élaboration d'un engagement que doivent prendre l'élève et ses parents envers la direction de l'établissement en vue d'empêcher la répétition d'un acte d'intimidation ou de violence.
- Application de mesures d'encadrement et de sanctions disciplinaires en fonction des gestes posés.
- Suivi auprès de l'élève et des parents pour permettre de vérifier si les engagements sont respectés.

Éléments du plan de lutte (LIP, art. 75.1)

1. Analyse de la situation

Analyse de la situation de l'établissement d'enseignement au regard des actes d'intimidation et de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 1°)

Moment de la collecte de données, outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait et informations recueillies

Date de réalisation : avril de l'année scolaire en cours

Nombre d'élèves sondés : En 2025-2026 : 201 élèves (100 élèves de 1^{ère} à 3^e année et 101 élèves de 4^e à 6^e année)

Nombre d'adultes sondés : Ten 2025-2026, tous les membres du personnel donc 85 adultes. 22 personnes ont choisi de participer au sondage.

Outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait

☐ Questionnaire sur le [Climat, bien-être et violence à l'école \(QSVE-BE\)](#)

☒ Questionnaire [Mobilisation CVI](#)

☒ [Référentiel Bien-être](#)

☒ Autres outils ou données : ☒ Baromètre ☐ SOI ☒ Autre : EVIO

Constats dégagés au regard de l'analyse de la situation actuelle (*améliorations, défis, enjeux*)

1- SENTIMENT DE SÉCURITÉ

- Selon les résultats, 79% des élèves mentionnent que l'école leur procure un bon (climat). C'est une baisse de 10% par rapport à l'an dernier.

2- VIE SCOLAIRE : **Pour arriver au constat, nous avons additionné tous les aspects de la vie scolaire pour en faire une moyenne.**

- Selon les résultats, 77% des élèves apprécient l'ambiance générale de notre école. C'est une baisse de 6% par rapport à l'an dernier. Cela renvoie à leur perception de la sécurité, de la justice, du soutien et de l'engagement. Cela est en lien avec les expériences collectives (ex : les enseignants s'occupent bien des élèves).

3- COMPORTEMENTS SUBIS : Pour les fins de l'analyse, nous avons considéré les données orange et rouges (souvent et très souvent).

a) AGRESSIONS VERBALES :

- Selon les résultats : 49% des élèves de 1^{ère} à 3^e année affirment avoir été victimes d'agressions verbales. (c'est une hausse de 20%. Par contre, il est à noter que l'an dernier, les 1^{ère} et 2^e année n'avaient pas été questionnés sur ce sujet.
- Pour continuer, 36% des élèves de 4^e à 6^e année affirment être victimes d'agressions verbales (insultes ou traiter de noms). C'est une hausse de 4%.

b) AGRESSIONS PHYSIQUES : En 2025-2026, nous avons décidé d'ajouter une catégorie car les données sont représentatives quant agressions physiques.

- Selon les résultats : 29% des élèves de 1^{ère} à 3^e année mentionnent subir des bousculades intentionnelles et des coups. Chez les plus grands, 4^e à 6^e année, 25% des élèves mentionnent subir également des bousculades intentionnelles et des coups. Nous n'avons pas de comparables.

4- COMPORTEMENTS OBSERVÉS : Les données concernent uniquement les élèves de 4e à 6e année. En 2025-2026, nous avons encore une fois considéré, pour les fins de l'analyse, les données orange et rouges (souvent et très souvent)

- Selon les résultats : 54% des élèves de 4^e à 6^e année sont témoins d'impolitesse envers les adultes (une hausse de 22% par rapport à l'an dernier). 66% des élèves de 4^e à 6^e année sont témoins d'élèves qui se font insulter ou traiter de noms. C'est une hausse de 14%.

5- LIEUX À RISQUE :

- Selon les résultats, les élèves de 1^{ère} à 3^e année considèrent que ce lieu est à risque :
 - terrain de l'école : 86% ce qui représente une hausse de 29%.
 - service de garde : 59% nous n'avons pas de donnée de l'an dernier.
 - classe : 56% ce qui représente une hausse de 40%.
 - quartier : aucune donnée en 2025-2026. En 2024-2025, cela était de 24%.
- Selon les résultats, les élèves de 4^e à 6^e année considèrent que ce lieu est à risque :
 - terrain de l'école : 62% ce qui représente une hausse de 57%
 - service de garde : 10% nous n'avons pas de donnée pour l'an 2024-2025. De plus, ce pourcentage peut être expliqué en raison

- d'une moins grande fréquentation des plus vieux au service de garde.
- classe : 14% ce qui représente une baisse de 27%
 - quartier : 22% ce qui représente une baisse de 20%
 - chemin de l'école 32% nous n'avons pas de donnée pour l'année 2024-2025.

6- RÉSULTATS CHEZ LES MEMBRES DU PERSONNEL :

Pour ce qui est des résultats du sondage chez les membres du personnel, la faible participation (22 personnes sur 85 donc 26%) fait en sorte que nous ne pouvons pas colliger ces données car elles sont non représentatives.

Constats spécifiques concernant la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu

En 2024-2025, quelques comportements à caractère sexuel de niveau 1 ont été observés pour l'année scolaire. Ceux-ci découlaient d'une curiosité naturelle et correspondent à l'âge et au niveau de développement des élèves.

En 2025-2026, voici les données recueillies dans la plateforme ÉVIO :

- 7 événements consignés (8 dans Évio mais un qui a été consigné deux fois).
- 5 concernent une violence à caractère sexuel.
- Pour donner suite à ces événements rapportés et consignés, des interventions ciblées ont été appliquées.

Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation

- L'école Saint-Sacrement est une école IMSE 9 et la position des intervenants à l'égard des actes d'intimidation et de violence a toujours été claire. Cette position se retrouve dans le projet éducatif de l'école. L'école Saint-Sacrement s'engage à maintenir un milieu de vie sain et sécuritaire.
- Depuis septembre 2023, l'école a entrepris une démarche SCP afin d'enseigner et renforcer les comportements positifs. Tous les membres du personnel se mobilisent afin d'intervenir à partir du modèle à trois niveaux. L'équipe est mentorée par une conseillère pédagogique afin d'assurer un suivi constant, une régulation des pratiques et de bien comprendre les enjeux comportementaux des élèves. Cela permet aux intervenants de poser des actions ciblées plus rapidement et de manière plus efficace.

Priorités spécifiques concernant la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu

- Tout d'abord, en début d'année scolaire 2026-2027, informer l'équipe des interventions à poser lorsqu'un élève fait une confidence, est victime ou est impliqué dans une situation à caractère sexuel.
- S'assurer que les nouveaux membres du personnel aient complété la formation VACS. Des attestations doivent être présentées à la direction comme reddition de compte au dossier de l'employé.

2. Mesures de prévention

Mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment, par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 2°)

Le sondage CVI démontre en 2025-2026 que :

- 34% des élèves de 4e à 6e année parlent de la violence subie à un adulte de l'école.
- 44% des élèves de 4e à 6e année ne divulguent pas les événements d'agression générale (physique et/ou verbale).

Il sera important dès la rentrée 2026-2027 de faire la promotion de :

- **l'importance de dénoncer chez nos élèves.**
- **la manière dont il est nécessaire d'accueillir la dénonciation des jeunes.**

1- MESURES DE PRÉVENTION AUPRÈS DES ADULTES :

- Faire connaître le plan de lutte, le protocole école et tous documents appropriés à l'équipe école en début d'année scolaire.
- [Formation obligatoire](#) sur la violence, l'intimidation et les violences à caractère sexuel.
- Une distinction doit être prioritairement enseignée à nos élèves pour faire la différence entre DÉNONCER et RAPPORTER.
- Inclure des moments de régulation des pratiques préventives lors des AGE, des comités liés à ce sujet.

2- MESURES DE PRÉVENTION AUPRÈS DES ÉLÈVES :

- Activité annuelle obligatoire sur le civisme – présentation des règles de conduites (LIP art.76).
- Enseignement des contenus obligatoires sur le développement des compétences personnelles et sociales.
- Une distinction doit être prioritairement enseignée à nos élèves pour faire la différence entre DÉNONCER et RAPPORTER.
- Mise en œuvre du programme SCP.

- Groupes d'habiletés sociales.
- Approche par besoin de la répartition du service d'aide à l'élève.
- Utilisation d'une zone orange d'encadrement sur la cour d'école qui aide les élèves à développer des comportements positifs supervisés par les TES.
- Rencontres individuelles avec la psychoéducatrice.
- Déploiement des éducatrices spécialisées en surveillance sur la cour de récréation lorsqu'elles sont disponibles.
- Actualisation des demandes de services.
- Actualisation des protocoles d'intervention.
- Mise en place du protocole école. Il est à noter qu'il sera important de le présenter en début d'année à tout le personnel.

3- AUTRES MESURES DE PRÉVENTION SPÉCIFIQUES AU BESOIN DU MILIEU:

A) Actions/ activités vécues au préscolaire :

- Ateliers avec Sandrine, la TES, sur les émotions.
- Lecture d'albums en lien avec les émotions et la gestion de celles-ci.
- Valorisation des comportements positifs.
- Retour sur les situations problématiques en grand groupe et individuellement
- Sandrine fera de petits groupes pour travailler les habiletés sociales.
- SCP
- Brin d'ami
- Affichage des bons comportements
- Coin émotions
- Activités de pleine conscience
- Techniques d'impacts illustrés

B) Actions/ activités vécues au 1^{er} cycle :

1^{ère} année :

Animations TES :

- Activité « le saut »
- Activité « le point des roches »
- Activité « vivre ensemble »

Lecture d'albums :

- Norbert, un mauvais copain
- Les écureuils qui se querellent
- Mes amis ont des petits défauts mais ...
- Projet « Tyranono, une préhistoire sur l'intimidation »
- Lecture de l'album + projet d'art collectif pour faire valoir la beauté d'être différent.

2^e année :

Voici les albums que nous avons utilisé pour travailler (différence, l'acceptation, le respect, la bienveillance) :

- Gère ta fougère
- Au cœur des mots
- Dépareillés
- Tyranono
- Quatre petits coins de rien du tout
- Boris Brindamour et la robe orange
- Le cochon qui ne voulait pas dire non

Activités ludiques en prévention:

- Le cœur froissé
- Animé par Raphaël (garçon avec des mots doux et des mots méchants)
- Animé par Édith (comment bien classer nos émotions avec des billes de couleur)
- Animé par Raphaël (porte-clés des émotions)

Vidéos :

- Capsule préenregistrée du ministre Drainville ainsi qu'une discussion adaptée
- L'intimidation, qu'est-ce que c'est ?

C) Actions/ activités vécues au 2^e cycle :

3^e année :

- Revoir les règlements à des moments précis : début d'année, retour des vacances des fêtes, après la semaine de relâche.
- Faire le module en CCQ sur la violence et l'intimidation dans Passeport citoyen.
- Faire des lectures interactives sur le sujet, activités d'apprentissages et discussions en grand groupe : Tyranno une préhistoire d'intimidation, Dépareillées, Prise de becs et Fourchon.
- Visite d'organisme sur l'intimidation : Satellite et La clef sur la porte.
- Visite de la police communautaire.

4^e année :

- Trois animations EHDA
- Habiletés sociales en sous-groupes de 5-6 élèves : pour les filles, le sujet était le travail d'équipe et la performance. Pour les garçons, l'affirmation de soi et les types d'intimidation.
- Animation en groupe classe sur ces thèmes : différence entre les relations amoureuses, l'amitié et la camaraderie, l'hygiène corporelle et l'influence des autres.

D) Actions/ activités vécues au 3^e cycle :

5^e année :

- Atelier de l'organisme La clé sur la porte sur l'intimidation
- Intervention de groupe sur le taxage
- 2 animations au groupe par la TES et animations en sous-groupes
- Rentrée : lecture et activité autour de l'album « Les enfants à colorier »
- 2 visites de l'organisme Satellite

6^e année :

- Visite par la police en classe pour discuter de l'utilisation des réseaux sociaux et la cyberintimidation.
- Atelier avec l'organisme Satellite sur les réseaux sociaux.
- Thématique sur les réseaux sociaux et la cyberintimidation dans le programme de CCQ.
- Série de 4 ateliers avec l'organisme Satellite (Programme Prévenir pour mieux grandir) pour préparer le passage au secondaire (émotions, résister à la pression).
- Visite d'une personne ressource de la Maison des Jeunes afin de leur faire découvrir leur offre de services.

Service de garde : nouvelle section en 2025-2026

- Application du SCP
- Consignation des consignations dans le baromètre.
- Élèves en zone restreinte/orange.
- Surveillance active et positions stratégiques sur la cour.
- Valorisation des comportements positifs.
- Modélisation des bons comportements dans les classes par les éducatrices lors d'une tournée aux moments de pointe.
- Faire les suivis auprès des élèves, TES et enseignants.
- Interventions rapides et individualisées lors d'un incident.
- Développement des activités sociales.
- Formation des « Diners agréables » par toute l'équipe du service de garde.

Mesures de prévention spécifiques mises en place pour contrer la violence à caractère sexuel

- Assurer l'enseignement de tous les contenus en éducation à la sexualité prescrits en CCQ ou en dehors de CCQ pour les élèves qui ne l'ont pas à leur grille-matière (préscolaire, certains groupes HDAA, intégration linguistique, 3e secondaire)
- Primaire : suivre la formation Marie-Vincent niveau 1 Les comportements sexualisés et le dévoilement d'agression sexuelle en contexte scolaire (cibler les professionnel.les et les TES)
- Secondaire : mettre sur pied un comité Diversité sexuelle et de genre (jeunes LGBTQ+ et allié.es, possibilité d'élargir aux diversités)
- Intégrer au quotidien l'inclusion et les diversités à travers les affichages, les messages et les pratiques pédagogiques (par ex. diversité familiale, sexuelle, de genre, corporelle, ethnoculturelle, capacitaire, neurologique).
- Enseignement des contenus d'éducation à la sexualité (CCQ).
- Formation VACS faite par tous les membres du personnel. Il sera important de faire le décompte des membres du personnel qui ne l'ont pas fait afin qu'ils se mettent à jour. Vérifier dans le ENAÉ pour avoir la liste précise.

3. Collaboration avec les parents

Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 3°)

De façon générale :

- Recueillir les commentaires des parents concernant les procédures, projets ou situations vécus au cours de l'année scolaire.
- Offrir, dans l'établissement d'enseignement, des activités destinées aux parents, en partenariat avec des membres ou organismes de la communauté.
- Revoir les communications pour qu'elles soient les plus personnalisées possibles et accessibles aux parents.
- Transmettre le résumé des actions qui concernent le climat scolaire dès le début de l'année, dans un format accessible.

Lors de situations d'intimidation ou de violence :

- Impliquer les parents dans la recherche de solutions. S'assurer qu'ils sont impliqués dans la démarche, surtout lorsque l'auteur des violences est un n'en est pas à un premier évènement;
- Accompagner les parents dans tout le processus, leur offrir du soutien et les diriger au besoin vers des organismes pouvant répondre à leurs besoins;
- Rappeler aux parents et aux partenaires de la communauté les rôles et responsabilités de l'école.

- Clarifier les attentes de l'école envers les parents et les autres acteurs impliqués et s'assurer qu'elles sont bien comprises.

Mesures spécifiques prévues dans le but de favoriser la collaboration des parents à la lutte contre la violence à caractère sexuel

- En début d'année, la direction transmet les feuillets d'information aux parents (MEQ) : feuillet CCQ ou feuillet en éducation à la sexualité pour chaque niveau d'enseignement.
- Informer les parents sur des thématiques pertinentes par le biais de communications, partage de ressources ou organisation de conférences (par ex. sur le consentement sexuel à l'adolescence, le sextage, les relations amoureuses saines et la violence amoureuse, les encadrements juridiques de la vie amoureuse et sexuelle)

Information à diffuser

▪ Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents (LIP, art. 75.1).	▪ Date
▪ Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence est remis aux parents (LIP, art. 83.1).	▪ Date
▪ Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).	▪ Date
▪ Un centre de services scolaire doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, informer les élèves, les enfants et leurs parents de la possibilité de formuler une plainte en application de la procédure de traitement des plaintes prévue par la présente loi (LPNE, art. 21).	▪ Date

Information spécifique à diffuser concernant les violences à caractère sexuel

▪ Des faits de l'événement signalé (quoi, quand, où avec qui et comment?)	▪
▪ Des interventions réalisées et à venir	▪
▪ Des sanctions applicables, des modalités de communications éventuelles.	
▪ N. B. : Dans chaque établissement doit être affiché, de manière visible, un document fourni par le protecteur national de l'élève, expliquant qui peut formuler une plainte en précisant les modalités d'exercice de ce droit. Ce document doit indiquer les coordonnées du protecteur	

régional de l'élève auquel doivent être acheminées les plaintes. Il permet d'informer les élèves et leurs parents de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 21).	
--	--

4. Modalités pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte

Modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence à l'établissement et, de façon plus particulière, pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 4°)

Modalités retenues pour effectuer un signalement

[Page web du Protecteur national de l'élève](#)

- Appel aux policiers communautaires
- Sûreté du Québec : 450-778-8500
- 911 en cas d'urgence majeure
- Courriel à la direction sandra.caya@csssh.gouv.qc.ca
- Appel à la protection de la jeunesse 1-800-361-5310
- Courriel à la direction adjointe josee.comtois@csssh.gouv.qc.ca

Modalités retenues pour formuler une plainte

En cas d'insatisfaction quant au suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence, une personne peut utiliser les modalités suivantes pour formuler une plainte :

- Contacter la direction d'établissement : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- S'adresser au responsable des plaintes au CSSSH : plaintes@csssh.gouv.qc.ca
- S'adresser au Protecteur national de l'élève : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca

N. B. : En outre, la personne qui est insatisfaite du suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence fait à un directeur d'établissement d'enseignement peut formuler une plainte au responsable du traitement des plaintes (LPNE, art. 24, al. 2).

Modalités spécifiques pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

Les modalités inscrites à la section précédente sont également applicables pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.

- Il est aussi possible d'effectuer **directement** un signalement ou de formuler une plainte au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 33, par. 2°). Cela doit être fait par écrit (LPNE, art. 31) :
 - À l'aide du formulaire en ligne : [Signaler un acte de violence à caractère sexuel commis à l'endroit d'un élève](#);
 - Par courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca | téléphone ou texto : 1 833 420-5233
- En tout temps, **le personnel scolaire est dans l'obligation de signaler à la DPJ** toute situation où la sécurité ou le développement d'un.e élève est compromis. De plus, la personne victime ou ses proches peuvent, en tout temps, signaler la situation à la police ou au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), qu'ils l'aient ou non rapportée à l'établissement d'enseignement ou au protecteur régional de l'élève.
- Les signalements et les plaintes adressés à l'établissement d'enseignement ne se substituent pas au travail des corps policiers et de la protection de la jeunesse :
 - **Coordonnées du DPJ en Montérégie** : 1-800-361-5310
 - **Coordonnées du service de police** : **Sûreté du Québec** MRC des Maskoutains 450 778-5000 | MRC d'Acton 450-546-3256

5. Actions à entreprendre à la suite d'un acte d'intimidation ou de violence

Actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'établissement d'enseignement ou par quelque autre personne ou qu'un signalement ou une plainte est transmis à l'établissement par le protecteur régional de l'élève (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 5°)

Par un élève témoin ou confident	▪ Agir pour faire cesser la situation, tout en maintenant sa propre sécurité. ○ En s'interposant directement si la sécurité n'est pas menacée ○ En allant chercher de l'aide d'un autre élève ou d'un adulte ○ En tentant de faire diversion dans le but de faire cesser la situation
Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1^{er} intervenant)	▪ Faire cesser la situation. ▪ Orienter vers le comportement attendu. ▪ Vérifier l'état des personnes impliquées. ▪ Référer l'élève à l'intervenant ciblé et lui transmettre les informations.
Par la personne responsable du suivi (2^e intervenant)	<u>Suivre les étapes de la trajectoire d'intervention VI du CSSSH</u> ▪ Consigner toutes les informations pertinentes à effectuer un suivi. ▪ Recueillir les informations auprès des personnes concernées et assurer leur sécurité. ▪ Évaluer la gravité du geste posé (fréquence, durée, intensité, légalité de l'acte, circonstances, intention, capacité du jeune à se défendre, risque de récurrence). ▪ Planifier l'intervention en fonction de l'évaluation (l'auteur, la victime et les témoins) ▪ Mettre en place des mesures de soutien et d'encadrement pour les élèves qui sont victimes, auteurs ou témoins selon l'évaluation des besoins. ▪ Assurer le suivi auprès des personnes concernées. ▪ Consigner et transmettre les informations dans ÉVIO. N. B. : Noter les informations nécessaires concernant la situation et les conserver de façon sécuritaire.
Par la direction de l'établissement	N. B. : La direction de l'établissement d'enseignement qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan

	de lutte contre l'intimidation et la violence. Il doit également les informer de leur droit de demander l'assistance de la personne que le centre de services scolaire a désignée spécialement à cette fin (LIP, art. 96.12). Nom et coordonnées : Marie France Bouchard, direction du Service des ressources éducatives mariefrance.bouchard@cssh.gouv.qc.ca - 450-773-8401 #6614
--	--

Actions spécifiques à entreprendre lorsqu'un acte de violence à caractère sexuel est constaté

Par un élève témoin ou confident	▪ Remercier l'élève de nous informer de la situation : « tu as bien fait de venir m'en parler... » ▪ Le rassurer sur la prise en charge de la situation ▪ Lui demander de revenir nous voir s'il a besoin d'en parler à nouveau ou s'il a d'autres informations à nous communiquer
Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1^{er} intervenant)	▪ Écouter l'élève et le laisser parler librement, en respectant son rythme et ses silences; ▪ Ne pas chercher à diriger la discussion ni à questionner l'élève; ○ Au besoin, poser uniquement des questions ouvertes avec ces formulations : « Dis-moi tout sur... » ou « Parle-moi plus de... » (en réutilisant uniquement les mots de l'élève). ▪ Rassurer l'élève quant à la prise en charge de la situation ▪ Ne pas promettre de garder le dévoilement secret ▪ Expliquer simplement à l'élève que pour assurer sa sécurité, l'adulte doit parfois transmettre des informations à des personnes responsables d'assurer la sécurité des enfants et des adolescents (par ex. DPJ) ▪ Noter les mots exacts de l'élève ▪ Aviser la direction de son établissement d'enseignement;

	Si la situation le nécessite, signaler la situation sans délai au DPJ, avec la collaboration de la 2e personne intervenante. DPJ Montérégie : 1-800-361-5310
Par la personne responsable du suivi (2^e intervenant)	<u>Suivre les étapes de la trajectoire d'intervention VACS du CSSH</u> - Recueillir les informations notées de la 1^{re} personne intervenante (mots exacts de l'élève); - Éviter de faire répéter le dévoilement à l'élève. - Se référer au professionnel.le de l'école pour l'analyse de la situation et des comportements - Primaire (enfants de moins de 12 ans) : à l'aide de <u>l'arbre décisionnel de la fondation Marie-Vincent</u> - En cas d'images/vidéos de nudité ou à caractère sexuel impliquant des élèves : En tout temps : recueillir les informations sans visionner les images/vidéos - Pour le primaire, se référer aux policiers intervenants en milieu scolaire sans délai pour une intervention conjointe et éducative. - Pour le secondaire, dans le cas de partage d'images intimes sans consentement, utiliser le protocole SEXTO. N. B. : Noter les informations nécessaires concernant la situation et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général et au protecteur régional de l'élève, le cas échéant (LIP, art. 96.12).
Par Erreur ! Source du renvoi introuvable. de l'établissement	- En cas de signalement à la DPJ, suivre les consignes avant de contacter les parents. - Les responsabilités de la direction sont spécifiées dans <u>la trajectoire d'intervention VACS du CSSH</u> N. B. : Lors d'une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, la direction de l'établissement d'enseignement doit en outre informer l'élève victime de la possibilité de s'adresser à la <u>Commission des services juridiques</u>. Lorsque l'élève est âgé de moins de 14 ans, il en informe également ses parents. et, lorsque l'élève est âgé de 14 ans ou plus, il peut, si cet élève y consent, également en informer ses parents (LIP, art. 96.12).

N. B. : **Tout membre du personnel scolaire** a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations visées par la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ) qui impliquent des mineurs, dont les situations d'abus sexuels ou les risques sérieux d'abus sexuels. De plus, toute personne, peu importe ses fonctions, a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations d'abus sexuels et d'abus physiques (LPJ, art. 39 et 39.1).

N. B. : Lorsque la situation **implique un membre du personnel** de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'auteur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information par les mécanismes prévus au sein de son centre de services scolaire. [Suivre les étapes de la trajectoire d'intervention VACS du CSSSH.](#)

Confidentialité

Mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 6°)

- Limiter à l'essentiel la circulation des renseignements verbaux ou écrits.
- Partager seulement les renseignements nécessaires qui ne causeront pas préjudice à l'élève, et dont l'usage doit être justifié afin d'assurer son bien-être, sa sécurité et son droit au respect à la vie privée.
- Prévoir des espaces sécuritaires pour recueillir les propos des élèves impliqués.

N. B. : Les informations relatives aux élèves impliqués dans la situation devront être traitées de manière confidentielle. Par exemple, les informations portant sur la nature des actions ou des sanctions à l'égard de l'élève auteur ne pourraient pas être transmises aux parents de l'élève victime.

Mesures spécifiques de confidentialité à mettre en place lors d'un acte de **violence à caractère sexuel**

- Préserver la confidentialité et limiter le partage d'information à l'essentiel afin de préserver la dignité des élèves impliqués, éviter la stigmatisation/victimisation ainsi que pour éviter de nuire à une potentielle enquête.

- Maintenir la confidentialité d'un dévoilement à moins que la sécurité ou le développement d'élèves soit compromise. De plus, il revient aux élèves de 14 ans ou plus de consentir ou non à ce que les informations sur leur situation soient partagées (par ex. membres du personnel, parents).
- Si la VACS concernent des informations potentiellement sensibles liées à l'identité sexuelle de l'élève (sexe, genre, orientation), respecter la confidentialité, notamment en ce qui a trait à l'information transmise à ses parents.
- Outre la consignation obligatoire dans EVIO, si certaines informations sensibles se retrouvent dans votre logiciel école (ex. Baromètre, SOI), limiter l'accès en mode « secret » ou noter uniquement des informations neutres et objectives.

N. B. : Une violation du secret professionnel est justifiée lorsqu'une personne s'adresse au DPJ pour effectuer un signalement. Il est à noter que l'obligation de signaler au DPJ toutes les situations d'abus sexuels commis envers des enfants et des adolescents s'applique même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf exception (LPJ, art. 41).

6. Mesures de soutien ou d'encadrement

Mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 7°)

Pour l'élève victime	▪ Impliquer l'élève dans la détermination des mesures de soutien et de sécurité optimales comme l'aménagement des espaces, des transitions et des horaires. ▪ Éviter d'obliger l'élève cible à recevoir un geste réparateur. ▪ Identifier spécifiquement des personnes-ressources dans l'école que l'élève peut solliciter, en cas de besoin. ▪ Écouter ce que la victime a à dire. ▪ Lui communiquer qu'elle n'est pas responsable de ce qu'elle vient de subir. ▪ Communiquer avec les parents. ▪ Trouver des solutions qui lui conviennent avec lesquelles elle se sentira en confiance. ▪ Évaluer sa détresse et lui préciser qu'elle peut compter sur un adulte disponible en tout temps. ▪ Travailler son estime de soi et l'affirmation de soi. ▪ La référer à la technicienne en éducation spécialisée pour un support tangible. ▪
Pour l'élève auteur	▪ Déterminer avec l'élèves et ses parents, des engagements à prendre en vue d'empêcher la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence. ▪ Modifications de l'horaire de l'élève (déplacement, pause décalée, midi supervisé, etc.) ou offrir la supervision d'un adulte lors de moments particuliers. ▪ Écouter ce qu'il a à dire. Communiquer avec les parents. Évaluer son besoin. ▪ Travailler son estime de soi et l'affirmation de soi.

	▪ Faire un encadrement quotidien pour un certain temps : réflexion sur les gestes posés, leurs conséquences et sur ce qui pourrait être fait à la place. Restrictions selon les gestes posés. ▪ Trouver des gestes de réparation ou des travaux communautaires en lien avec les actes commis. ▪ Faire un plan d'intervention. ▪ Avoir un suivi avec une technicienne en éducation spécialisée ou un professionnel de l'école. ▪ Utiliser une référence à l'externe au besoin (policiers, protection de la jeunesse).
Pour les élèves témoins	L'élève pourrait avoir besoin d'un suivi après avoir été témoin d'un acte d'intimidation ou de violence, par exemple : ▪ Lorsque son sentiment de sécurité est affecté; ▪ Lorsque ses réactions nécessitent un apprentissage des comportements attendus du témoin. ▪ Offrir au témoin l'occasion de verbaliser ses émotions. ▪ Valoriser ses actions. ▪ Développer son estime de soi et son sentiment d'auto-efficacité. Communiquer avec les parents. ▪ Consulter un professionnel de l'école au besoin.

Mesures spécifiques de soutien ou d'encadrement concernant un acte de violence à caractère sexuel

Pour l'élève victime	▪ Si la DPJ/service de police est impliquée, attendre leurs indications avant d'appliquer des mesures de soutien et appliquer les recommandations. ▪ Déterminer les mesures de soutien et de protection à partir du sentiment de sécurité et des besoins spécifiques de l'élève (par ex. aménagements préventif, déplacements, jumelage). ▪ S'assurer que chaque action concernant la victime est consentie. ▪ Planifier des rencontres de suivi périodiques. ▪ Offrir des rencontres individuelles de soutien, par exemple pour la gestion des émotions, de l'anxiété ou de l'insomnie. ▪ Offrir des outils pour améliorer la concentration et la motivation scolaire. ▪ Au besoin, diriger l'élève vers des organisations spécialisées externes (on pourrait lister ici les ressources locales).
-----------------------------	--

Pour l'élève auteur	▪ Si la DPJ/service de police est impliquée, attendre les indications de la DPJ avant d'appliquer des mesures de soutien ou d'encadrement et appliquer les recommandations ▪ Les élèves auteurs d'actes de violence à caractère sexuel ont également besoin de soutien et d'éducation ▪ Prévoir des moyens pour prévenir ou limiter la stigmatisation vécue par l'élève ▪ Planifier des rencontres de soutien dans une perspective développementale et offrir des interventions éducatives ▪ Offrir des rencontres individuelles visant la reconnaissance des gestes posés. ▪ Offrir des ateliers individuels ou de groupe, par exemple sur la curiosité et l'exploration sexuelles saines, le consentement, les relations égalitaires ou la gestion de la colère. ▪ Au besoin, diriger l'élève vers des organisations spécialisées externes (on pourrait lister ici les ressources locales).
Pour les élèves témoins	▪ Évaluer les besoins individuels; ▪ Offrir des activités de sensibilisation et d'éducation adressées aux élèves concernés lorsque la situation est connue d'un groupe d'élèves (ex. rôle actif pour prévenir ou faire cesser une situation de VACS, accueil une confidence de VACS, recherche d'aide, pression des pairs, etc.); ▪ Offrir du soutien psychologique ou émotionnel à la personne qui a reçu un dévoilement et qui en sent le besoin.

7. Sanctions disciplinaires

Sanctions disciplinaires applicables au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 8°)

- Réflexion.
- Lettre d'excuses.
- Suspension interne/externe ainsi qu'un retour de suspension avec la direction.

- Rencontre avec les parents et la direction.
- Rencontres individuelles avec la psychoéducatrice.
- Participation à un groupe d'habiletés sociales.
- Encadrement rigoureux lors de périodes extérieures à la classe (récréation et dîner).
- Perte d'accès à une activité privilège de classe et/ou d'école.
- Rencontre avec la police communautaire.

Sanctions disciplinaires spécifiques possibles au regard des actes de violence à caractère sexuel

- Si la situation implique la DPJ/service de police, attendre leurs indications avant d'entamer des suivis et appliquer les recommandations.
- Les élèves auteurs d'actes de violence à caractère sexuel ont besoin de soutien et d'éducation.
- Réflexion.
- Lettre d'excuses.
- Suspension interne/externe ainsi qu'un retour de suspension avec la direction.
- Exclusion du groupe classe pour une période indéterminée.
- Rencontre avec les parents et la direction.
- Encadrement rigoureux lors de périodes extérieures à la classe (récréation et dîner).
- Perte d'accès à une activité privilège de classe et/ou d'école.
- Rencontres individuelles avec la psychoéducatrice.
- Rencontre avec la police communautaire.

8. Suivi des signalements et des plaintes

Suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 9°)

- Consigner les événements;
- S'assurer que la situation a pris fin;
- Faire aux parents un suivi de la prise en charge de la situation;
- Informer les acteurs impliqués de l'évolution du dossier, dans le respect de la confidentialité;
- Vérifier la satisfaction des acteurs concernés quant aux interventions réalisées;
- S'assurer du respect des engagements de l'élève instigateur et de ses parents, le cas échéant;
- Vérifier si les mesures de soutien et d'encadrement mises en place répondent bien aux besoins des acteurs concernés et faire les ajustements nécessaires, le cas échéant;
- Informer les parents des modalités existantes pour porter plainte si le dossier n'a pas été traité à leur satisfaction.

N. B. : Dès que possible, la direction de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné (LIP, art. 96.12).

Mesures spécifiques prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

- Même si l'évaluation initiale conclut que l'élève n'a pas de besoin immédiat après la situation, réévaluer ses besoins à différents moments ultérieurs (ex. : à l'aide d'observations du personnel enseignant, en consultant l'élève directement).
- Informer l'élève et ses parents, si moins de 14 ans, de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques – Programme REBÂTIR (art 96.12)
- Informer les élèves concernées et les parents, si moins de 14 ans, du processus de traitement des signalements et des plaintes; (art. 96,12):
- Fournir la liste de ressources pour les violences à caractère sexuel, au besoin (voir section Ressources)

N. B. : Dès que possible, la direction de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque signalement relatif à un acte de violence à caractère sexuel dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné. Le rapport concernant un acte de violence à caractère sexuel est également transmis au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 96.12).

Autres actions spécifiques aux violences à caractère sexuel

En plus des neuf éléments prévus ci-dessus, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit consacrer une section distincte aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir les éléments ci-dessous (LIP, art. 75.1).

Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel

- Suivre la Formation obligatoire du MEQ sur la violence, l'intimidation et les violences à caractère sexuel
-
-
-

Mesures de sécurité visant à contrer les violences à caractère sexuel

- Contenus obligatoires d'éducation à la sexualité et CPS
- Toilettes réservées aux membres du personnel. Toilettes réservées aux élèves.
- Surveillance active.
- Gestion par les éducateurs et les enseignants des moments des déplacements vers les toilettes.

Ressources

Ressources générales (violence et intimidation)

- [Gouvernement du Québec](#)
- [Guide pour accompagner les parents](#)
- [Tel-jeunes | Aide pour les jeunes et adolescent.e.s | Québec](#)
- [Équijustice - justice réparatrice et médiation](#)
- [CAVAC](#)
- [Ligne Renfort](#) (violence armée)
- [Clinique de polarisation Montréal](#)
- [En mode ado](#) (pour les parents)
- [Ça se cultive](#) (santé mentale positive)
- [Répertoire Nénuphar](#) (répertoire de ressources)

Ressources VACS

- [CAVAS | Centre d'Aide pour Victimes d'Agression Sexuelle Richelieu-Yamaska Sorel-Tracy](#) (pour personnes de tous genres de 12+ ans ainsi que leurs proches)
- [CIVAS Montérégie](#) (pour personnes 12+ ans ayant commis des infractions sexuelles ou ayant peur d'en commettre)
- [Étincelles - UQAM : Relations amoureuses saines et sans violence chez les jeunes](#) (pour jeunes, parents/proches, personnel scolaire)
- [Fondation Marie-Vincent - Soutien aux jeunes de -18 ans victimes de violence sexuelle](#) (pour enfants, adolescents, familles, professionnel.les)
- [Gouvernement du Québec – À propos de l'éducation à la sexualité](#)
- [Gouvernement du Québec – Vie affective et amoureuse](#) (développement psychosexuel, relations amoureuses, relations égalitaires, sextage)
- [Info-aide violence sexuelle - Écouter, informer, soutenir](#)
- [Interligne - Services d'écoute et d'intervention LGBTQ+](#)
- [Le JAG | Organisme LGBT+ jeunes et adultes](#) (pour jeunes, parents/proches, personnel scolaire)

- Contact Richelieu : (450) 774-6952
- Tel-Jeunes : (800) 263-2266
- Jeunesse, j'écoute : (800) 668-6868

Autre information importante

Date d'adoption du plan de lutte par le conseil d'établissement

Juin 2026

Numéro de résolution

26-06-48

Date d'évaluation annuelle des résultats par le conseil d'établissement

2026-06-16

Date de révision annuelle du plan de lutte

2026-06-01

Signature la direction de l'établissement

Date

